

<http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/international/asia/221182163/birmanie-cambodge-et-laos-bons-risques-economiques-2>

Birmanie, Cambodge et Laos : de bons risques économiques (2)

LE CERCLE. Cette croissance s'opère dans un environnement non inflationniste, avec une hausse des prix contenue dans un corridor de 3-5 % l'an. L'ouverture à l'international offre un potentiel de hausse très important, les trois pays passant de régimes totalitaires auto administrés à l'économie de marché et surtout au libre-échange.

Le Laos

Plus petit des trois pays sous revue (6.5 millions d'habitants en 2013), le Laos a connu une très forte croissance de 2008 à 2013 : 47.6 % en volume soit un taux de croissance annuelle de 7.9 %. En milliards de dollars US courants, son PIB double sur la période (de 5.3 milliards à 10.3 en 2013). Le FMI fournit une estimation de 7.6 % de croissance du PIB en 2018, soit un alignement sur la croissance potentielle. Le pays n'a pas subi de contraction de son PIB et de ses échanges en 2009, année où la crise a partout frappé, ce qui signifie qu'il opère à la marge du commerce international, avec pour clients principaux la Chine, le Vietnam et le Japon, peu impactés par la crise.

Le PIB PPA/tête est de 3 246 de dollars US ce qui en fait le plus prospère des trois. Les exports de biens et services ont toutefois connu un rattrapage technique en 2010 (+20 % en volume pour une année 2009 morose : +3.3 %). La croissance moyenne annuelle des exports de biens et services sur la période s'inscrit à 7.8 %, ce qui est une faible performance.

La politique économique a été menée avec succès : inflation de 5.5 % en moyenne ; déficit budgétaire de 3.8 % en moyenne sur la période après -6.8 % en 2010, pour se résorber en fuseau jusqu'à 2013 (-2.5 %). Le solde budgétaire primaire (hors charge de la dette) épouse l'évolution du ratio dette/PIB (-1.7 % en 2013 après -6.4 % en 2009). L'endettement brut public moyen/PIB s'est inscrit à 57.2 %, avec une baisse continue sur la période (de 62 % en 2009 jusqu'à 51.5 % en 2013). En revanche, la balance courante est très fortement déficitaire (-20 % du PIB en

moyenne), atteignant même -23.4 % en 2013, et la demande intérieure ressort comme très dépendante des importations.

À noter, l'ADB (Banque Asiatique de Développement) aide les autorités du pays à réformer profondément le secteur bancaire.

Le Laos est le pays qui accuse le plus de séries manquantes ou de ruptures de séries. Ce petit pays n'a pas forcément les qualifications des agents publics, ni les ressources méthodologiques et statistiques suffisantes pour documenter toutes les données requises.

Le Cambodge

Ce pays apparaît comme le plus ouvert à l'international. En 2009, le PIB en volume recule de 1.9 % (contre 7 % en Irlande, 5.2 % en Italie, 3.7 % en Espagne, 2.5 % au Portugal et 2.3 % en Grèce). Pour la première fois, le volume des exports de biens et services recule de 2.7 % (rattrapé en 2010 avec une hausse impressionnante de 31.8 %).

Le PIB en volume croît de 34.7 % sur 2008-2013, soit une croissance annuelle moyenne de 5.8 %. Cette performance apparaît en retrait eu égard aux "pics" du PIB en 2005 (+13 %) et 2006 (+11 %). Le FMI prévoit une augmentation linéaire de 7.5 % de croissance potentielle jusqu'à 2018. Le PIB en milliards de dollars US PPA passe de 28.5 milliards en 2008 à 39.7 milliards en 2013 (soit +39.3 %). Le revenu par tête PPA atteint en 2013 2 578 de dollars US.

Le pays arbore un fort taux d'investissement, de 20.7 % en moyenne pour 23.5 % en 2013. Le taux d'épargne brut de la Nation (taux d'épargne des ménages +/- l'EBE des entreprises +/- le solde budgétaire) est assez faible (13.2 % en moyenne), mais augmente continuellement (13.6 % en 2013). Le déficit épargne/investissement donne comptablement le solde des transactions courantes à -7.5 % en moyenne. Ce dernier croît sur toute la période : -4 % en 2010 ; -8 % en 2011 ; -10 % en 2012 et -9.8 % en 2013. C'est la preuve d'un pays dynamique en pleine croissance. Le pays compte 15.4 millions d'habitants en 2013 soit un chiffre similaire à celui des Pays-Bas.

La politique économique menée obtient de bons résultats : inflation contenue à 3 % en moyenne, déficit budgétaire moyen à -2.5 %, balance budgétaire primaire à -2.8 % ; stabilité du ratio dette/PIB à 28 % en moyenne pour une dette projetée en 2018 par le FMI à 25.7 %. Sur sa gamme de produits (textiles/habillement, riz, fruits et légumes dans le détroit du Mékong, minerais rares, bois, caoutchouc, pierres précieuses, fer, manganèse, phosphates, etc.), le pays est compétitif puisque les exports augmentent de 15.3 % par an en moyenne, contre 9.3 % pour les importations.

La Birmanie

Grand pays de la zone, la Birmanie compte 64.9 millions d'habitants en 2013, pour un PIB PPA de 96.8 milliards de dollars US, soit un revenu par tête de 1492 de dollars US le plus faible de la zone. Sur 2008-2013, la croissance du PIB en volume atteint 32.3 % soit un taux annuel de 5.4 %. Sa part dans le PIB PPA/Monde est de 0.11 %. Le taux de chômage est fixé autoritairement à 4%/an sur toute la période. Le PIB en milliards de dollars US courants passe de 31.4 milliards en 2008 à 57.4 en 2013 (soit + 82.2 % ce qui est très fort). Son taux d'investissement, de 17.2 % en moyenne, n'est pas couvert par un taux d'épargne insuffisant (14.6 %) – le solde des transactions courantes couvrant l'investissement net à -2.6 % du PIB.

La politique menée apparaît comme moins robuste qu'ailleurs : inflation moyenne de 6.6 % (8.2 % en 2009 et 2010) ; déficit budgétaire moyen à 4.4 % (6.1 % en 2011 et 5.3 % en 2012 pour 5.2 % en 2013) ; solde budgétaire primaire à -3.9 % en moyenne ; ratio dette/PIB de 47 % qui ne fait que décroître, hormis une "marche d'escalier" en 2011 où le ratio passe de 42.9 % l'année antérieure à 52.9 % (et 45.4 % en 2013).

Phénomène inquiétant, les exports de biens et services croissent moins vite sur la période (8.4 %) que les imports (11.6 %). Toutefois, les premières connaissent deux rebonds en 2010 +16.6 % et en 2013 +11.8 %. Sans doute faut-il y voir la levée par paliers de l'embargo occidental contre la junte militaire au pouvoir. Au total, la Birmanie apparaît comme une économie autocentrée, conduite par des généraux qui sont de piètres gestionnaires.

Le FMI table pourtant sur la normalisation en cours, et le PIB PPA devrait là encore rejoindre la croissance potentielle à 7 % en volume par an. Ce dernier serait de 149 milliards de dollars US PPA en 2018 pour une population projetée à 71.7 millions d'habitants soit un revenu/tête de 2078 de dollars US ou encore un écart en niveau de l'ordre de -20 % par rapport à la performance cambodgienne.

Il va de soi que les anticipations rationnelles des agents économiques seront considérablement éclaircies lors de l'accession prochaine de Mme Aung San Suu Kyi au pouvoir.

Toutefois, c'est en Birmanie que l'unité nationale est la plus menacée, notamment du fait de la discrimination et des persécutions à l'égard de la minorité musulmane apatride des Rohingya (outre la coexistence de 135 minorités ethniques). En 1991 et 1992, près de 300 000 Rohingya avaient émigré au Bangladesh. Enfin, sur un autre terrain, la population est exposée à des aléas climatiques parfois dramatiques, comme celui du cyclone Nargis qui, les 2 et 3 mai 2008, avait occasionné 32 000 morts, 41 000 disparus et 2 millions de sinistrés dans les provinces de Rangoon et d'Irrawaddy.

Au total, les trois pays sous revue offrent un certain nombre de caractéristiques communes. Tirée par la croissance démographique et les gains de productivité, la croissance potentielle à moyen terme se situe dans une fourchette de 7 à 8 % en

volume annuel, soit des taux "à la chinoise" à l'horizon 2018. Ces pays sont "jeunes" à savoir que près de 70 % de la population a moins de trente ans. Cette croissance s'opère dans un environnement non inflationniste, avec une hausse des prix contenue dans un corridor de 3-5 % l'an.

L'ouverture à l'international offre un potentiel de hausse très important, les trois pays passant de régimes totalitaires auto administrés à l'économie de marché et surtout au libre-échange. Le rôle de l'AEC de l'ASEAN10 au 1er janvier 2015 sera capital, outre la zone de libre-échange USA/Pacifique (hors Chine). Par ailleurs, les gouvernements en place auront su contenir les déficits publics à des niveaux soutenables à terme. Ensuite, ces pays ont stabilisé voire que très légèrement augmenté leurs dettes publiques qui ne menacent donc en rien les perspectives économiques de long terme.

Ils vont tronquer un développement autarcique pour rentrer à leur tour dans la division internationale du travail ou ils constitueront sans doute la 3e vague de délocalisations à venir, après la Chine et l'Inde dans un premier temps, puis le Vietnam et les autres ASEAN6 (Indonésie essentiellement) aujourd'hui. Enfin, le capital humain demeure asiatique, à savoir ordonné et discipliné, avec une culture bouddhiste très prononcée.

L'un des problèmes majeurs des trois pays reste toutefois la très faible productivité globale des facteurs (PGF), liés à l'ampleur et à la densité des industries de réseau (eau, gaz, électricité, télécommunications, rail, routes, aéroports), à la qualité de l'administration, et à la qualification de la main-d'œuvre (entre autres). Du fait de multiples lacunes dans ces domaines, les trois pays resteront sous un avenir proche peu attracteurs d'IDE.

Le risque/pays apparaît donc comme favorable, alors que la Chine est sur une trajectoire de croissance structurelle déclinante depuis le début de 2011 ; que le développement économique de l'Inde reste handicapée par le système des castes et la volatilité de la croissance ; que la Russie ne doit son embellie qu'au gaz et au pétrole ; et qu'enfin le Brésil et la Turquie subissent les premiers contrecoups de leur croissance antérieure, avec une classe moyenne importante et avide de progrès économiques, de leur juste répartition et d'exigences en termes de démocratie qui échappent à ce jour à leur élite dirigeante.

Leur seul point noir reste peut-être la corruption des agents publics locaux, héritée de décennies de tyrannie de tous bords, maoïste ou marxiste. À titre d'exemple, elle est maximale en Birmanie, le pays arrivant à la 176e place sur 178 (indice de perception de la corruption 2010 de Transparency International) du fait de l'ampleur de l'économie souterraine liée à la production et au commerce de l'opium.